



Madame Elisabeth BORNE

Ministre de la transition Ecologique et Solidaire

Hôtel de Roquelaure

246 Boulevard Saint Germain

75700 PARIS

Monsieur Jean-Baptiste DJEBBARI

Secrétaire d'Etat Chargé des Transports

Hôtel de Roquelaure

246 Boulevard Saint Germain

75700 PARIS

Paris le 30 avril 2020

Madame la Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire,

Monsieur le Secrétaire d'Etat Chargé des Transports,

Monsieur le Ministre de l'Economie, Monsieur Bruno LEMAIRE vient d'annoncer une aide de 7 milliards d'Euros pour Air France sans que la compagnie ne se soit engagée à présenter un plan écologique comprenant entre autres la réduction des émissions carbone de ses vols intérieurs concurrençant les TGV. Le Réseau Homme Nature MNLE, que nous représentons, considère, à l'échelle de notre pays, que la maîtrise publique de la stratégie d'Air France s'impose car il n'est pas impossible de penser que la prochaine crise pourrait être climatique puisque déjà les gaz à effet de serre rejetés par l'Industrie et les Transports aériens et routiers, sont responsables de plus de 48 000 morts par an en France.

En ce qui nous concerne, nous constatons que le transport ferroviaire, de par ses infrastructures, de son maillage sur le territoire et avec l'Europe ainsi que de sa capacité à répondre aux besoins est un véritable levier prioritaire pour agir sur les dimensions sanitaires et climatiques.

Monsieur le Secrétaire d'Etat, vous venez de reconnaître que la Sncf allait subir des pertes considérables à cause du Covid-19 et de la grève concernant les retraites. Ces pertes devraient donc être également compensées par des aides de l'Etat. Il n'est donc pas concevable de vouloir retarder le plan de relance des investissements pour les infrastructures comme vous semblez l'envisager. Ces investissements sont nécessaires au ferroviaire afin qu'il puisse continuer à rester un moyen de transport propre au service des citoyens désireux d'avoir un plan climatique de qualité après l'expérience désastreuse du plan sanitaire actuel. Ces investissements devraient évidemment intégrer l'ensemble des contraintes environnementales. En effet il est urgent de donner la priorité aux modes de transports collectifs compatibles avec un avenir soutenable



comme prévu dans les Accords de Paris. De plus, il faudrait éviter les erreurs commises par d'autres pays concernant la mise en concurrence des transports de fret et de voyageurs ce qu'ils reconnaissent actuellement en renationalisant l'exploitation des lignes ferroviaires.

Aussi nous vous demandons Madame la Ministre et Monsieur le Secrétaire d'Etat de bien vouloir vous engager à négocier avec les principaux acteurs des transports, en impliquant les organisations syndicales et associatives, un plan qui permettrait de développer rapidement les transports propres pour les citoyens afin que le jour d'après ne soit pas celui d'hier comme le rappelait récemment le Président de la République. En effet comment relancer la mobilité sans relancer la pollution, l'arrêt brutal de l'aviation et du trafic routier a permis au pays de mieux respirer, une rupture avec le modèle de déplacement prédominant doit donc être envisagé. Des solutions existent, d'autres doivent être recherchées mais cela demande un soutien résolu de l'Etat et non une mesure de retardement des projets de développement.

Nous nous tenons à votre disposition et nous espérons que vous voudrez bien nous entendre, veuillez agréer, Madame la Ministre et Monsieur le Secrétaire d'Etat, nos salutations distinguées.

Christian PELLICANI

Président du Mouvement National de Lutte pour l'Environnement Réseau Homme et Nature